

Zeitschrift: Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie = Économie et sociologie rurales [1980-2007]

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie

Band: - (1993)

Heft: 2

Artikel: Agriculture multifunctionnelle en espaces ruraux rhonaloins

Autor: Roux, Guy

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-966407>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

AGRICULTURE MULTIFONCTIONNELLE EN ESPACES RURAUX RHONALPINS

Guy Roux*

Réalités

Un environnement économique qui s'internationalise dans les secteurs les plus divers, par phases successives et parfois contradictoires a fini par modeler les formes de l'économie agricole de nos régions alpines:

- **Industrialisation et taylorisation généralisées** qui ont induit uniformisation, standardisation, normalisation presque banalisation des productions agricoles.
- Organisation de l'activité agricole sur le **modèle industriel**, selon les fonctions de Fayol : les agriculteurs assurant de plus en plus strictement la fonction technique de production ----- > tensions avec les acteurs des autres fonctions et spécialement les appareils d'encadrement.
- L'agriculture devenue une **industrie lourde** avec toutes ses caractéristiques et ses limites dont la rentabilité des capitaux investis.
- Une agriculture **relativement soutenue**, mais de plus en plus bousculée par la concurrence internationale tous azimuts, qui la condamne à chercher des solutions transitoires de survie ou des issues pour un nouvel élan.

A ces quelques remarques pourraient s'ajouter d'autres observations qui sont assez généralement signalées partout pour que je n'insiste pas. Mais le fait que l'activité agricole se soit quasi-exclusivement identifiée à une activité économique comme les autres, induit pour une partie de ceux qui y participent des inquiétudes légitimes

* Guy ROUX - Directeur Ecole Supérieure Européenne; chaire d'Ingénierie de l'Espace Rural (I.E.R.) Conférence donnée à la Société Suisse d'Economie Rurale le 2 Avril à Kandersteg (BE)

qu'engendre les turbulences actuelles; l'agrandissement général, à notre époque, des nouveaux espaces socio-économiques traditionnels exige, pour mieux les appréhender, qu'il y ait une maîtrise horizontale d'espaces locaux à redéfinir: Les références nationales s'effacent, en attendant les nouveaux repères de l'international, ce qui induit un repli sur des références locales à réactualiser. L'un des moteurs du développement local est une réaction au développement international?

Etat des lieux

Une agriculture orientée quasi-exclusivement sur la production de matières premières s'est structurée selon cette fonction productive. Mais si les anciens territoires étaient la SAU ou le capital, les nouveaux territoires sont de plus en plus immatériels: savoir-faire, réseaux de relations ... et je ferais la proposition suivante: exister aujourd'hui, se mesure à la place que l'on tient dans l'esprit des autres. Si l'on admet cette définition, je peux dire que les acteurs du secteur agricole et spécialement producteurs et encadrement cherchent à être reconnus, estimés, aimés ... et même certains aspirent à la créativité, à un certain dépassement (par référence à la pyramide des motivations de Maslow, car les besoins physiologiques et physiques sont généralement assurés, dans nos pays).

Pour ce faire il y a nécessité pour l'ensemble de la profession de construire **un projet d'entreprise** qui identifie, qui donne cohérence, qui soit un défi : de plus aujourd'hui une conviction s'affirme chez un certain nombre de grands entrepreneurs: une entreprise ne peut s'évaluer sur ses seules performances de productivité = **son efficacité**, mais aussi sur son utilité sociale reconnue = **son efficience**.

Prospectives

Un projet d'entreprise cristallise et oriente des énergies synergies; il redonne à ceux qui y participent le sens de l'épopée. (Redonner un sens = se donner une éthique).

"Trois hommes cassent des cailloux dans une carrière, à celui qui leur demandait ce qu'ils faisaient :

Le premier dit prosaïquement qu'il casse des cailloux. Le second répond pragmatiquement qu'il gagne sa vie. et le troisième répond "éthiquement" qu'il construit une cathédrale".

Seul le dernier participe à un projet d'entreprise ce qui n'empêche pas qu'il doive gagner sa vie et pour cela casser des cailloux.

A mon avis, cette parabole pourrait faire méditer sur ce que pourrait être pour l'agriculture de nos régions alpines un projet d'entreprise à construire.

Nous pourrions, si cette réflexion vous motivait, y revenir, car il y a déjà eu une recherche sur des valeurs fédératrices et des méthodes d'élaboration de ce type de projets.

Pour illustrer très brièvement ces propos, une valeur qui peut rassembler beaucoup d'agriculteurs et citoyens de nos sociétés locales actuellement, c'est le respect de l'environnement, la répartition du coût écologique de la production ou des autres activités, la qualité d'une alimentation qui s'approcherait d'un équilibre vitalité-santé ... etc. Mais je laisse là pour l'instant ces pistes possibles.

Perspectives

A moyen terme, l'agriculture cherche des solutions soutenables économiquement et socialement pour ne pas être mis hors-jeu. Cette recherche a débouché sur un inventaire des potentialités d'où le thème de la multifonctionnalité de l'agriculture ... et le concept "d'agriculture de services". Il faut le noter, ce type d'agriculteurs existe depuis toujours, mais jamais vraiment au point de procéder à une organisation professionnelle reconnue ou au point d'inspirer une dynamique comme peut le faire un "modèle".

L'agriculture de service est constituée par l'ensemble de pratiques économiques par lesquelles l'agriculteur utilise son patrimoine pour développer des activités de services soit liés à l'agriculture, soit intégrés dans une logique de développement local. Une typologie peut être esquissée.

- **Extension - diversification des activités agricoles** (pension d'animaux, transformation et vente directe de produits agricoles etc...)
- **Services liés au tourisme** (monitorat, accueil à la ferme ...)
- **Services liés au temps libéré** (artisanat, dépannage ...)
- **Services liés aux savoir-faire** (expertises, enseignement ...)
- **Services de proximité** (taxi, épicerie, buraliste ...)
- **Services publics** (déneigement, ordures ménagères ...)
- **Services culturels** (stages, fermes pédagogiques ...)
- **Services ecosociologiques** (forêts, paysages ...) etc.

Tous ces services devraient être rémunérés tout ou partie le plus directement possible par les demandeurs locaux : collectivités territoriales, associations, individus. Cela me semble-t'il est la seule méthode pour que les prestations des agriculteurs soient socialement reconnues. Le système d'anonymat qu'engendrent les subventions canalisées par les appareils professionnels, devraient au pire être stabilisé, au mieux réduit, ceci au fur et à mesure que la rémunération personnalisée des demandeurs compense cette réduction. Le système d'aides publiques actuel me rappelle plus une enclave d'économie soviétique en pays libéraux, économie soviétique dont le principal effet pervers est de chercher principalement à alimenter les ressources des appareils d'encadrement et d'induire des logiques au service des états majors et non plus au service des besoins de leurs "fantassins".

Le marché des services fermiers s'il existe à l'état diffus est encore trop virtuel, c'est une potentialité et une opportunité à saisir. Pour cela, les collectivités locales doivent jouer un rôle transitoire important : inciter les offreurs : lieux de rencontre, bourse d'échanges et d'information, fiscalités spécifiques ... Ceci "en attendant" que l'offre et la demande fonctionne de manière plus autonome. Mon expérience professionnelle et d'élu d'une commune rurale me permettrait d'illustrer abondamment mes propos ... Mais il faut conclure par quelques messages:

1. **Définir des valeurs et des objectifs** au nom desquels la société locale **négocie des chartes avec les agriculteurs** pour un échange, un marché. Si on laisse faire, "le tout économique", fera, lui, son oeuvre destructrice.
2. **Affirmer la primauté du politique sur l'économique** pour le développement des territoires ruraux, de terroirs à valoriser, de bassins de vie à aménager. Ceci veut dire qu'il faut accepter d'investir aujourd'hui pour n'avoir de retour sur investissement que dans quelques années. Une telle politique n'est envisageable que si elle fait l'objet d'une adhésion populaire donc d'un projet et d'une véritable culture d'entreprise.

Pour les hésitants, "les sans projets" que ces concepts rendent perplexes quant à leur réalisation (mais il en a qui existent déjà) Bruxelles propose des aides (par le canal d'institutions nationales-relais) des PDD : **plans de développement durables**. Je me permets de les comparer à du "clé en main" adaptable, modulable. Je reste

convaincu, que sur le moyen terme rien ne vaudra des projets construits par les utilisateurs, car malgré les difficultés ils ne s'éteindraient pas avec la suspension des aides. Il me paraît même un bon défi, aujourd'hui, de faire reconnaître son propre projet d'entreprise comme un PDD et ainsi combiner quelques avantages issus des deux procédures

Ces mises en place de politiques rurales concrètes peuvent s'inscrire dans les courants induits par les réformes de la P.A.C. Il y a oscillation entre deux conceptions de l'agriculture.

1. **L'agriculture = activité économique** : cela a été la tendance dominante des politiques agricoles en pays développés depuis 1945.
2. **L'agriculture = activité sociale**, animatrice de l'aménagement des espaces ruraux : c'est une tentative de rééquilibrage vers ce pôle que propose à une majorité d'agriculteurs les décideurs d'aujourd'hui : d'où la nécessité "d'Espaces de projets" autour d'agriculteurs diversifiés multifonctionnels, mais aussi la nécessité que cette fonction soit reconnue et rémunératrice.

Adresse de l'auteur:

Guy ROUX
Ecole Supérieure Européenne
Ingénierie de l'Espace Rural (I.E.R.)
Annecy
France